

The appellant alleges that the distribution of the said bonds amongst the shareholders of the Great Northern Construction Company was illegal; that the said distribution exhausted the whole of the capital of the Great Northern Construction Company which was employed in connection with the construction of the said line of railway, and that the distribution of the bonds was in fraud of the rights of the Company's creditors.

The respondent inscribed in law, alleging that the present action was one for the voidance of contract alleged to have been entered into, in fraud of the rights of the creditors of the company, and should have been brought within one year from the time of the appointment of the liquidator to the Great Northern Construction Company.

The judgment appealed from maintains the inscription in law and dismisses the action as follows:—

“Considérant que l'action du demandeur est une action révocatoire tombant sous les dispositions des articles 1032 à 1040 C. c. inclusivement, la dite action ayant pour objet de faire mettre de côté comme frauduleux un acte fait par la dite compagnie en fraude des droits de ses créanciers et d'obliger le défendeur de remettre ce qu'il a reçu en conséquence du dit acte;

“Considérant que cette action du demandeur devait être commencée dans l'année à compter de sa nomination comme liquidateur de la dite compagnie; qu'il appert par les allégations du demandeur, qu'il a été nommé liquidateur le 6 octobre 1906, et que lors de la signification de l'action, 8 janvier 1909, elle était prescrite et éteinte, 1040 C. c.;

“Considérant partant que les faits allégués ne donnent pas ouverture aux conclusions de l'action, le droit réclamé n'existant plus, et que l'inscription en droit est bien fondée;